

Le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), le 31 janvier 2020, a profondément modifié de nombreux aspects de la coopération au sein de l'UE, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. Étant l'une des principales puissances militaires d'Europe, dotée d'une expertise stratégique et d'une relation privilégiée avec les États-Unis via l'OTAN, le Royaume-Uni jouait un rôle clé dans l'élaboration des stratégies de défense de l'UE. Son départ a posé des défis majeurs quant à la capacité de l'UE à assurer sa propre sécurité et à se tourner vers une autonomie stratégique européenne.



Pour Florence Parly, ministre des Armées française en 2020, « le Brexit a en quelque sorte été un choc salutaire pour l'Europe, la poussant à prendre plus de responsabilités en matière de défense ».

(Le Monde Diplomatique, 2020).

Les conséquences du Brexit sur la défense européenne

Le Royaume-Uni représentait une part importante des capacités militaires et du budget de défense de l'UE avant sa sortie. En 2016, le pays contribuait à hauteur de près de 10 milliards d'euros, soit 25% des dépenses militaires de l'UE à 28. En tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, son rôle au sein de l'UE était crucial pour la gestion des crises internationales et la formulation des politiques de sécurité. Ainsi, son départ a provoqué un déséquilibre stratégique au sein de l'UE, obligeant cette dernière à repenser ses stratégies.

Vers un renforcement de l'autonomie stratégique européenne :

Face aux défis posés par le Brexit, l'UE a lancé une série d'initiatives pour renforcer son autonomie stratégique. L'une des principales réponses a été la création de la Coopération structurée permanente (PESCO) en 2017, visant à coordonner les efforts de défense entre les États membres. PESCO permet aux États de développer conjointement des projets de défense, tels que des programmes de recherche et de développement militaire, renforçant ainsi les capacités militaires européennes sans dépendre du Royaume-Uni, qui avait souvent freiné ces avancées.

Le Fonds européen de la défense (FED), créé en 2021, constitue une autre étape importante dans cette direction. Avec un budget de plusieurs milliards d'euros, ce fonds vise à stimuler les

investissements dans la recherche et l'innovation en matière de défense, tout en soutenant le développement de nouvelles technologies militaires au sein de l'UE. Le Brexit a ainsi clarifié les priorités européennes, en libérant l'UE d'un acteur souvent réticent à une plus grande intégration militaire.

Des nouveaux acteurs moteurs de la défense européenne

Avec le départ du Royaume-Uni, la France et l'Allemagne se sont affirmées comme les principaux moteurs de la défense européenne. La France, en tant que seule puissance nucléaire restante au sein de l'UE, et disposant d'une armée capable d'intervenir à l'échelle mondiale, a intensifié ses efforts pour promouvoir une Europe de la défense plus intégrée. De son côté, l'Allemagne, bien que traditionnellement réticente à jouer un rôle militaire majeur, a progressivement renforcé ses capacités militaires et s'est engagée à contribuer davantage à la sécurité européenne.

En 2019, Paris et Berlin ont lancé l'Initiative européenne d'intervention (IEI), un cadre de coopération militaire souple qui vise à renforcer les capacités d'intervention rapide des États européens en cas de crise. Bien que cette initiative ne fasse pas partie de l'architecture formelle de l'UE, elle reflète une volonté croissante des États européens de collaborer plus étroitement en matière de défense.

Vers une plus forte coopération au sein de l'OTAN

Le Brexit a également conduit à un renforcement de la coopération entre l'UE et l'OTAN. Si l'OTAN reste le principal cadre de défense collective pour la majorité des États membres de l'UE, le départ du Royaume-Uni a obligé l'UE à revoir ses relations avec l'alliance transatlantique. Les deux organisations ont intensifié leur dialogue et leur coopération, notamment dans des domaines tels que la cyberdéfense et la lutte contre le terrorisme. Ce renforcement des relations témoigne de la volonté des États européens de s'assurer que l'UE et l'OTAN restent complémentaires, tout en poursuivant les ambitions européennes d'autonomie stratégique.

Conclusion

Le Brexit a incontestablement posé des défis importants pour la politique de défense européenne, en privant l'UE d'un acteur militaire de premier plan. Cependant, en réponse à ces défis, l'UE s'adapte en renforçant son autonomie stratégique à travers des initiatives telles que PESCO et le FED, en misant sur le leadership de nouveaux acteurs comme la France et l'Allemagne ainsi qu'en renforçant ses liens avec l'OTAN. Ces adaptations montrent que l'UE, loin d'être affaiblie, est déterminée à devenir un acteur plus autonome et cohérent dans le domaine de la sécurité mondiale.

Bibliographie :

- Barotte, Nicolas. « La relation militaire franco-britannique à l'épreuve du Brexit », *Le Figaro*, 2020.



- Council of the European Union, Permanent Structured Cooperation (PESCO) - Factsheet, 2017.
- European External Action Service, EU-NATO Cooperation: Key Achievements, 2022.
- Florence Parly, entretien dans « Le Monde Diplomatique », 2020.
- Stroobants, Jean-Pierre. « Après le Brexit, une défense européenne affaiblie ou libérée ? », *Le Monde*, publié le 22/01/2021.

